

ET  
LES

# PARENTS

E  
L  
O  
C  
E

*Edito.*

## Urgence de refonder l'école

Si la publication en juin par le ministre de l'Education Nationale de 17 rapports de l'Inspection générale de l'Education nationale a révélé certains effets néfastes des 5 dernières années, des tendances lourdes montrent que le fossé scolaire n'a pas cessé de se creuser depuis plus de 10 ans.

- La scolarisation en maternelle des 2/3 ans passée de 35 % à moins de 5% depuis 2000, c'est l'équivalent de 180 classes supprimées dans le Val de Marne.

- 150 000 jeunes exclus chaque année du système scolaire sans diplôme, ni qualification;

- nombre d'étudiants stagnant à 2 millions depuis 20 ans, avec de moins en moins d'enfants d'ouvriers, autour de 8%. Sans parler des classes prépas et des grandes écoles pour lesquelles les maigres places réservées aux méritants des quartiers ZEP sont les alibis charitables d'une politique de tri social.

Face à ce constat, la priorité affichée par le nouveau gouvernement à la jeunesse et à l'éducation peut susciter l'espoir, à condition qu'elle se traduise par des mesures concrètes et qu'elle prenne toute la mesure des transformations à opérer. Il faut d'abord répondre aux urgences de la rentrée : 14 000 suppressions de postes prévues. Dans notre département, ce sont 125 classes et postes en primaire qui sont concernés et plus de 200 dans le secondaire, en particulier dans l'enseignement professionnel.

Ces restrictions, qui s'ajoutent aux précédentes, touchent particulièrement les ZEP des quartiers populaires, là où les enfants et les jeunes n'ont que l'école pour apprendre.

Dès la rentrée, il faut donc amorcer une autre politique par le rétablissement des RASED, l'annulation des suppressions et la création des postes nécessaires, en stoppant la logique de la RGPP et en assurant la scolarisation des enfants de 2/3 pour les familles qui le demandent et de tous les enfants quelle que soit leur origine.

*Ali Aït-Salah, président de la FCPE 94*

le



**L'école & les parents**  
Editions du CDPE 94  
8, rue de la Commune  
94800 Villejuif  
Tél : 01.46.77.01.01  
Fax : 01.46.77.83.80  
Email :  
[fcpe94@wanadoo.fr](mailto:fcpe94@wanadoo.fr)  
Site : [www.fcpe94.org](http://www.fcpe94.org)  
Directeur de la  
publication et gérant  
Ali Aït-Salah  
Rédaction :  
Ali Aït-Salah  
Gilles Bailleux  
Laurence Tetrel

Abonnement annuel :  
6,50€  
Imprimé par nos soins

Commission paritaire  
0214 G 84859

N° 126  
Juin-juil. 2012



### SUITE AU CONGRES DEPARTEMENTAL 8 et 9 juin 2012 Composition du nouveau bureau du CDPE :

- **Ali AIT SALAH**, Président
- **Juliette BIBARD**, Vice présidente chargée de l'enseignement primaire
- **Gilles BAILLEUX**, Vice président chargé de l'enseignement secondaire
- **Laurence TETREL**, Secrétaire générale
- **Lionel BARRE**, secrétaire général adjoint chargé de l'enseignement professionnel
- **Pascal PEDRAK**, Trésorier
- **Thierry LERCH**, membre du bureau pour Réseau Education Sans Frontières (RESF), la Commission Départementale d'Orientation (CDO), la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH)

- **Assemblée générale de rentrée  
Vendredi 21 septembre  
à 20 heures**

Maison départementale  
Michel Germa  
11-13 rue des Archives,  
Créteil

- **Election des  
représentants de  
parents d'élèves : 12 et  
13 octobre**

# Carte scolaire 2012

## URGENCE POUR L'ECOLE PUBLIQUE

Au cours du rassemblement de 300 parents, enseignants et élus locaux devant l'Inspection académique le 18 juin, quelques 60 délégations d'écoles ont été reçues par les services départementaux de l'Education nationale sans qu'aucune réponse n'ait été apportée. Les parents d'élèves de la FCPE 94 demandent l'annulation des fermetures de postes prévues par Luc Chatel à la rentrée 2012 ainsi que la création des postes nécessaires.

Avec une majorité de députés de gauche, le gouvernement a le pouvoir de mettre fin aux dix ans d'accroissement des inégalités, d'injustices et de casse de l'École de la République. C'est particulièrement le cas en Val de Marne pour cette rentrée, avec dans le premier degré 125 fermetures de classes et postes : 64 classes, 14 postes G et 19 postes E de RASED, 16 CLAD, 10 Moyens soutien lecture, 1 conseiller pédagogique départemental.

Il faut ajouter, le blocage de 5 postes de direction, la fusion de 2 écoles et l'absence d'ouverture dans des écoles où les effectifs l'exigent.

Cela se traduit par exemple à Vitry par des effectifs de 30 à 34 élèves par classe dans certaines écoles, ce qui met en péril la scolarité des élèves, en particulier pour celles et ceux qui sont le plus en difficultés.

Vincent Peillon a dit qu'il serait le ministre des élèves et que la priorité serait donnée à l'école primaire. Nous voulons des actes !

Les 1000 postes débloqués pour cette rentrée ne suffiront pas ; il faut amorcer un rattrapage beaucoup plus conséquent dès 2012, sur les 80 000 suppressions depuis 5 ans.

En réplique au dogme libéral de l'individualisme et de la concurrence, le système éducatif doit promouvoir l'égalité et la coopération.

C'est un défi de grande ampleur qui suppose que le ministère de l'Education Nationale réponde aux urgences de la rentrée 2012, dans le cadre d'un collectif budgétaire :

- en recréant immédiatement les postes de RASED supprimés dans la dernière période, et l'ensemble des postes les années suivantes ; - en renonçant aux suppressions de postes prévues pour la rentrée ; - en assurant l'ensemble des remplacements nécessaires
- en rétablissant dès la rentrée une année de formation des enseignants pour les lauréats 2012 du concours.

De plus, il est indispensable de décider un moratoire sur les expulsions d'étrangers et de jeunes majeurs sans papiers ainsi que la levée des OQTF, en prélude à leur régularisation, comme le demande RESF.

Au-delà, il faut relancer la lutte contre l'échec scolaire et réorienter la politique éducative en assurant, à tous, un égal accès aux savoirs, aux cultures et à leur maîtrise, en relançant les progrès de la gratuité et en élargissant la scolarité obligatoire

### **Problèmes d'affectation**

#### **La FCPE partenaire du dispositif SOS RENTREE**

**De trop nombreux jeunes se trouvent en face de problèmes d'affectation au moment de la rentrée. Soit parce qu'ils n'ont pas d'affectation, soit parce que celle-ci ne correspond pas à leur premier ou deuxième souhait.**

**Cette année encore, les affectations se déroulent dans un contexte particulier et l'on risque fort de voir le problème s'amplifier. Libéralisation de la carte scolaire, suppression de milliers de postes, la quasi suppression des BEP, la suppression de nombreuses options, la non possibilité de redoubler dans de nombreuses terminales.**

**Nous vous demandons donc d'être particulièrement vigilants et de faire remonter au CDPE très rapidement les problèmes rencontrés dans votre établissement afin que nous puissions saisir l'inspection d'académie. Comme chaque année, le service départemental de la jeunesse du Conseil général a mis en place dès le mois de juin le dispositif SOS Rentrée. Il se charge de recenser les demandes et aide les familles et les jeunes dans leurs démarches auprès des instances académiques. Il intervient également pour impulser les demandes d'ouvertures de sections qui s'en dégagent. Notre Conseil départemental s'associe à ces initiatives et est en contact avec le SDJ (Service Départemental de la Jeunesse) sur ces questions. Il est important que les conseils locaux des collèges et lycées informent les parents de l'existence de ce dispositif.**

**Faites-nous connaître tout problème d'affectation de jeunes issus de votre établissement en remettant aux familles concernées la fiche ci-après qu'elles devront nous retourner complétée, (par mail [fcpe94@wanadoo.fr](mailto:fcpe94@wanadoo.fr) ou fax 01.46.77.83.80)**

# Retour sur le Congrès départemental 2012

## Soirée débat du vendredi 9 juin

Le vendredi soir, un débat a eu lieu en présence des syndicats SNUipp - FSU, CGT éducation, SUD éducation, SNES. Malheureusement pas suffisamment de parents pour contribuer à ce débat qui a été très riche. Le thème était : « *Plan d'urgence pour l'école en Val de Marne : quelles exigences pour une école de l'égalité* »

Le débat s'est engagé après une introduction de Lionel Barre, secrétaire général adjoint sur la question des suppressions de postes massives ; les effectifs par classe en hausse ; les remplacements dans le primaire (et principalement la maternelle sinistrée puisque la priorité est donnée à l'élémentaire), le secondaire n'en est pas moins épargné ; la semaine de 5 jours qui revient au devant de la scène ; le livret de compétence ; la réforme du lycée... La FCPE a proposé un plan d'urgence pour notre département. L'arrivée du nouveau président de la République ne doit pas nous détourner de nos exigences et nous devons rester vigilants et mobilisés ensemble.

Parents et représentants syndicaux ont donné leurs ressentis, décrit les luttes et les actions qui se sont engagées pendant l'année.

Pour la rentrée 2012, le constat de part et d'autre est qu'il faut un plan d'urgence « urgentissime », voire de « sauvetage » et ce, dès maintenant. Les 1000 postes ne seront pas suffisants.

Le mal est fait avec les suppressions de RASED ; la tentative d'évaluation des enseignants par le chef d'établissement ; le moratoire sur les évaluations en maternelle et en élémentaire ; les programmes contestés (ex : en histoire) ; le fichage des élèves avec « base élèves » et le livret personnel de compétences ; la formation des enseignants.

Tout cela a des répercussions sur l'ambiance de travail dans les équipes pédagogiques.

Des parents d'élèves de Villeneuve Saint Georges, de Champigny, d'Alfortville, de Choisy ont décrit leurs actions concernant la fermeture du CIO, de la campagne de recensement des 2-3 ans, de l'action RASED avec projection de documentaires dont « un parmi les autres », avec le rassemblement intercommunal et le blocage d'une partie des écoles de la ville

Face à la casse du service public telle qu'elle apparaît, parents d'élèves et enseignants s'accordent à penser qu'il faut continuer à travailler ensemble. Le Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) du 18 juin n'est qu'un début. Un appel à rassemblement a été rédigé, mais il faudra dès la rentrée repartir dans les actions avec le vote du budget 2013. Il est proposé de mettre en place des « assises » dans chaque commune afin de recenser les besoins précis de la maternelle au lycée dans l'objectif du collectif budgétaire et de créer des « comités de vigilance ».

## Assemblée statutaire du congrès départemental matinée de samedi 10 juin

- Madame la Maire adjointe de Champigny salue le travail accompli par la FCPE 94 et partage l'idée que l'école doit offrir à tous les mêmes chances de réussite quel que soit son parcours. Il est clair qu'il ne faut pas attendre et des mesures d'urgence sont à mettre en œuvre, notamment : recréer les postes RASED, relancer la formation des enseignants, remettre en place les 14 000 postes. Il s'agit de mettre en œuvre une transformation progressiste de l'Ecole et c'est tout ensemble qu'il faut agir.

Laurence Tétré, secrétaire générale poursuit par le complément oral du rapport d'activité en pointant certains axes de réflexion qui ont introduit le débat qui a suivi :

- constat que la FCPE 94 n'a pas ménagé sa peine et ses efforts pour réagir avec force aux multiples attaques qu'a subi le service public d'éducation nationale. Aucune trêve pour les parents FCPE. La

politique de la droite a continué à dérouler son programme de démantèlement du service public d'éducation en niant les revendications légitimes des parents et des enseignants.

Le premier comme le second degré ont été mis à mal :

- suppressions massives de postes,
  - casse des RASED, réduisant à presque néant l'aide apportée aux élèves en difficulté,
  - les 2-3 ans de plus en plus exclus de l'école maternelle,
  - les évaluations en primaire qui n'ont pas d'autre but que de mettre en concurrence les établissements scolaires au lieu d'être un outil pour aider les élèves,
  - pour couronner le tout, le gouvernement persévère avec le tri et le fichage précoce avec le livret d'aide à l'évaluation des acquis en fin de maternelle,
  - les enfants malades ou en rééducation ne sont pas épargnés puisqu'il a fallu une forte mobilisation conjointe des parents, enseignants et citoyens pour annuler les mesures envisagées pour l'école spécialisée de l'hôpital de St Maurice.
  - la question des remplacements (abordée la veille lors du débat) affecte aussi bien le primaire que le secondaire. Les parents ont manifesté leur refus de voir auprès des élèves quelqu'un d'autre qu'un enseignant formé au métier d'enseignant,
  - difficile d'apprendre dans ce contexte où s'ajoute une chasse odieuse aux enfants de parents sans papier (encore ces jours-ci des mails circulent pour signer des pétitions contre les OQTF en direction de jeunes ou de leurs parents). Thierry Lerch, référent RESF à la FCPE est intervenu à ce sujet.
  - c'est la logique du tout sécuritaire au détriment de l'éducatif qui se déploie. Le décret relatif aux sanctions disciplinaires en est la preuve concrète et contre lequel les parents se sont mobilisés au travers des votes de motions lors des CA.
  - à cela s'ajoute des DHG en baisse tout comme le budget, les fonds sociaux et les bourses des collèves et lycées. Après les postes, le gouvernement s'attaque à l'aide aux familles. C'est un mauvais coup porté aux nombreuses familles et jeunes qui sont socialement les plus en difficulté, contraignant certains lycéens à travailler parallèlement à leurs études.
  - 150 000 jeunes quittent le système scolaire sans diplôme ni qualification. Le gouvernement résout le problème non pas allongeant l'âge de la scolarité obligatoire à 18 ans, mais mettant en place un dispositif d'alternance dès la 4<sup>ème</sup>, remettant par là même en cause le collège unique pour tous et la scolarisation obligatoire à 16 ans
  - Le développement de l'apprentissage précoce constitue pour la FCPE un recul qui est contraire aux aspirations d'éducation et de formation des jeunes.
- La FCPE 94 a dénoncé le sabotage par la droite de l'enseignement professionnel (réforme du bac pro 3 ans) qui a supprimé l'essentiel des BEP et une année d'enseignement. Elle a réduit le lycée technologique (STI) en créant une filière sélective (STI2D) qui exclut de nombreux jeunes issus des quartiers populaires.
- quant à l'orientation, les parents d'élèves doivent batailler encore à l'heure actuelle pour garder ouvert le CIO de Villeneuve St Georges que le rectorat tente de fermer. Cette fermeture, si elle répond aux orientations de la politique de réduction des fonctionnaires, aggrave une nouvelle fois les inégalités d'accès à l'orientation, qui constitue un droit pour les jeunes.

De la maternelle au lycée, c'est une même logique qui prévaut. Une logique comptable, certes mais également une volonté idéologique de casser le service public de l'éducation et de liquider l'école de la République. Dans le Val-de-Marne ce sont les villes les plus défavorisées qui sont le plus touchées par cette politique.

Tout a été fait pour fragiliser encore plus ceux qui ont le plus besoin d'école. C'est pourquoi au niveau départemental, il nous faut conserver l'ambition qui nous anime et, soudés avec l'ensemble de la communauté éducative, continuer à exiger une politique de l'éducation de très haut niveau et une école qui soit celle de la réussite pour tous. L'appel du 18 juin en sera la prochaine étape. Restons vigilants.